

Convention collective

IDCC : **9241** | **EXPLOITATIONS AGRICOLES**
(Dordogne)
(8 janvier 2015)

(Étendue par arrêté du 23 décembre 2015,
Journal officiel du 6 janvier 2016)

Avenant n° 4 du 14 janvier 2020

NOR : AGRS2097139M

IDCC : 9241

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles FDSEA de la Dordogne ;

Fédération départementale des coopératives d'utilisation du matériel agricole CUMA de la Dordogne ;

Syndicat des entrepreneurs des territoires,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Syndicat départemental agroalimentaire CFDT de la Dordogne ;

Syndicat FGTA FO de la Dordogne ;

Section départementale de la Dordogne du SNCEA CFE-CGC

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 31 de la convention collective des exploitations agricoles du département de la Dordogne est ainsi modifié :

« Article 31 | Salaires des ouvriers

Coefficients	Salaire horaire
101	10,15 €
102	10,25 €
201	10,32 €
202	10,49 €
301	10,65 €

Coefficients	Salaire horaire
302	10,86 €
401	11,05 €
402	11,35 €

Article 2

L'article 73 de la convention collective des exploitations agricoles du département de la Dordogne est ainsi modifié :

« Article 73 | Rémunération des cadres

Définition	Montant
Groupe 3A	2 090,00 €
Groupe 3B	2 555,00 €
Groupe 2	2 980,00 €
Groupe 1	3 530,00 €

Article 3

Dans la mesure où la présente convention a vocation à s'appliquer essentiellement auprès des très petites entreprises, les partenaires sociaux estiment que ces dispositions leur sont particulièrement applicables et qu'ainsi ils répondent à l'obligation issue de l'article L. 2261-19 du code du travail.

Article 4

Les partenaires sociaux manquent de données d'état des lieux sur l'égalité de traitement des rémunérations entre les femmes et les hommes.

Ils demandent aux organismes *ad hoc* les données en matière d'écart de rémunération.

Article 5

Les fédérations des organisations professionnelles d'employeurs acceptent d'appliquer la nouvelle grille des salaires dès le 1^{er} janvier 2019 sans attendre l'extension de l'accord.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à la DIRECCTE.

Fait à Périgueux, le 14 janvier 2020.

(Suivent les signatures.)